



EN BIRMANIE, LA REPRESSION CONTRE LES ROHINGYAS S'ACCENTUE

Le 23 novembre 2016

Depuis plus d'un mois et demi maintenant, l'armée birmane mène une opération de répression contre la minorité musulmane des rohingyas. Elle prétexte la lutte contre le terrorisme suite aux attaques du 9 octobre 2016 des postes de frontières avec le Bangladesh, qui ont fait 9 victimes du côté des forces armées.

La minorité musulmane rohingya, l'une des plus persécutées au monde selon l'ONU, est apatride depuis 1982, année au cours de laquelle ils se sont vus retirer leur citoyenneté. Il y aurait plus d'un million de rohingyas en Birmanie, mais il est difficile d'avoir des chiffres fiables car leur citoyenneté n'étant pas reconnue par l'État birman, ils ne sont pas pris en compte dans le recensement de la population. Ils se voient privés de leurs libertés fondamentales telles que leur liberté de mouvement, l'accès à l'éducation ou à la santé. Les discours de haine à l'encontre des rohingyas sont très présents en Birmanie depuis des décennies, et ne cessent de se développer. De graves violences ont éclaté en 2012 et ont mené à plusieurs centaines de morts et à des milliers de déplacés.

Aujourd'hui, la situation est alarmante dans l'État d'Arakan, où vivent en grande majorité les rohingyas. Depuis le 9 octobre dernier, l'armée birmane s'est lancée dans une vaste opération de répression, au cours de laquelle elle commet de nombreuses exactions : meurtres extrajudiciaires, arrestations arbitraires, des cas de torture, violences sexuelles, incendies d'habitations et de commerces. L'accès à la zone concernée est bloqué aux organisations humanitaires, aux médias locaux et internationaux ainsi qu'au gouvernement civil. Les informations officielles sont donc celles de l'armée, qui évoque 86 morts, alors que les organisations rohingyas parlent d'un nombre beaucoup plus élevé en s'appuyant sur des informations documentées par les civils.

La minorité musulmane, forcée de fuir ces violences, se réfugie dans des camps ou tente de passer la frontière du Bangladesh. Selon l'ONU, il y aurait plus de 30 000 déplacés, dont 15 000 en seulement 48 heures. Le Bangladesh, malgré les recommandations de l'ONU à ce sujet, n'a pas ouvert ses frontières et a renforcé les patrouilles. Les conditions des camps de réfugiés sont déplorables en raison des nouvelles arrivées en masse, et la nourriture vient à manquer.

Jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement nie les violations des droits humains dont l'armée birmane est accusée, alors que les vies de milliers de personnes sont en danger et qu'il est urgent de s'emparer de la question. Le gouvernement birman doit rouvrir l'accès aux organisations humanitaires pour toute la zone, et mener une enquête indépendante et transparente sur les violences dont est accusée l'armée birmane.

Contact presse : Camille@info-birmanie.org / 07 83 99 78 22